

IMMIGRATION CLANDESTINE, BLANCHIMENT D'ARGENT, FRAUDE FISCALE, CONTREBANDE...

Ce qui menace l'économie algérienne

Le phénomène des harraga, le blanchiment d'argent, la fraude fiscale, la contrebande et la contrefaçon sont autant de fléaux qui menacent l'économie algérienne. Le thème a été débattu, hier, à l'occasion de la journée parlementaire sur la protection de l'économie nationale et la lutte contre les différents crimes organisés transfrontaliers.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dans son intervention, le président de la commission de défense nationale à l'APN, M. Abdelkader Mechbek, dira qu'il s'agit d'un thème vaste que nous avons voulu appréhender sous quelques-uns de ses aspects et que cette rencontre se veut un forum de réflexion dont l'objectif premier est d'informer le législateur, soucieux de l'application des lois promulguées sur les progrès que l'Algérie a enregistrés dans un domaine de l'action étatique qui demeure assez méconnu du grand public mais qui est vital pour le pays dès qu'il touche à sa sécurité et à celle de son économie».

Ce même responsable a indiqué que «l'idée de la rencontre était de donner la parole aux commis de l'Etat et aux experts concernés pour les faire conférer devant les membres de la représentation nationale sur la lutte globale qui est menée par l'Algérie contre les

diverses formes du crime organisé transfrontalier et sur les problématiques notamment humaines liées aux flux migratoires et à l'immigration clandestine». C'est dans cette optique que les représentants des Douanes algériennes, de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale ont tiré la sonnette d'alarme, plaidant pour l'implication de tous les acteurs. Le commissaire de police auprès de la Direction de

la police aux frontières (DGSN), M. Bencherif Mehdi, a mis l'accent sur le phénomène de l'immigration clandestine caractérisé par une présence «significative des ressortissants asiatiques, Chinois en particulier en Algérie». Selon lui, «sur les 99% ressortissants chinois franchissant le sol algérien en situation régulière, 26% passent au statut d'immigrants clandestins, formant ainsi d'année en année un nombre important de ressortissants étrangers en situation irrégulière en Algérie». La même source ajoutera qu'«en Algérie, il a été enregistré 48 nationalités d'immigrants clandestins, dont seulement 20% acceptent d'être

admis dans des hôpitaux algériens.» Cette situation, ajoute pour sa part le commissaire de police, M. Mostefaoui Abdelkader, lors de son intervention ayant pour thème «Lutte contre le crime organisé transfrontalier», a généré un phénomène nouveau en Algérie, «celui de l'organisation de bandes criminelles spécialisées dans le trafic de drogue, de monnaie et de vol de voitures».

Le représentant de la Gendarmerie nationale dira, dans son intervention intitulée «Contrôle du flux aux frontières», que «l'évolution de ce phénomène migratoire et sa connexion avérée avec les autres formes d'activités criminelles organisées

constituent une réelle menace pour l'ordre et la sécurité publics».

Le colonel Djamel Abdessalam Zeghida a tiré la sonnette d'alarme en indiquant que «l'analyse de la situation fait ressortir que la menace de ce phénomène de la migration sur l'Algérie va à l'avenir s'accroître davantage, au regard de la transformation progressive du pays en un lieu de fixation pour les immigrants irréguliers en raison de la crise financière et économique mondiale».

Le trafic de registres de commerce et la falsification de documents administratifs sont, aux yeux de M. Bouanane Ben Medjber, directeur de la

lutte contre la fraude douanière, des «facteurs qui encouragent le phénomène de blanchiment d'argent». Pour ce cadre supérieur de l'institution douanière, «la location d'un registre de commerce est devenue, aujourd'hui, un phénomène inquiétant pour l'économie de notre pays», d'où l'urgence, selon lui, de «mettre en place une stratégie réelle de lutte contre ce fléau».

Un point de vue partagé par le représentant de l'administration des impôts qui a indiqué que «le crime organisé a réussi aujourd'hui à contourner les lois pour échapper au fisc et au contrôle de l'Etat».

A. B.

INCIDENTS DE PAIEMENT DANS L'EXPORTATION

La situation reste stable en Algérie selon la Coface

La situation en matière d'incidents de paiement dans l'exportation reste stable en Algérie. Elle «n'est ni dégradée ni améliorée», selon un responsable de la division souscription de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface), Thierry Gaufrin.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Un impayé en Algérie est toujours préférable (à gérer) à un impayé dans un autre pays» et «se termine en général bien», estime Thierry Gaufrin.

Celui-ci avait animé hier, au Palais des expositions, une conférence sur l'impact de la crise économique mondiale sur les riches-pays.

Pour ce représentant de la Coface, les incidents de paiements, les retards et les cas de

non-remboursement existent dans notre pays mais ne constituent pas une source de préoccupation.

Même si le conférencier n'a pas écarté la possibilité, à terme, d'un effet «domino», au regard notamment de la faiblesse des fonds propres de certaines entreprises. Cela dans le contexte où l'Algérie n'a pas été affectée directement par la crise économique mondiale, et fait partie, selon Thierry Gaufrin, d'une

zone du monde qui «résiste», où «des pertes très limitées en termes de croissance économique ont été observées».

Concernant la notation qu'établit la Coface en matière de risque-pays et environnement des affaires, Thierry Gaufrin a indiqué que le classement reste stable pour l'Algérie.

Ainsi, le risque-pays Algérie est resté stable à la note A4 entre janvier 2008 et mars 2009. Quant à l'environnement des affaires, notre pays est crédité en mars 2009 de la note B, soit une appréciation positive.

A ce propos, le directeur de Coface Algérie service, Jean-Marc Pons, qui a présenté les

outils de la compagnie pour gérer la crise, a constaté que le dépôt des comptes sociaux des entreprises s'accroît depuis 2007.

Faisant état d'une quarantaine de milliers d'entreprises concernées, Jean-Marc Pons a observé que «même si ce ce n'est pas un objectif total, c'est encourageant».

Néanmoins, des efforts restent encore à faire en matière de transparence financière, selon le représentant de Coface France qui a relevé que «le cadre juridique a tendance (en Algérie et ailleurs) à ne pas être toujours fixe» dans l'intérêt des investisseurs.

C. B.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU MINISTRE CUBAIN DU COMMERCE :

«La coopération dans le domaine de la santé sera renforcée»

Intervenant lors d'une conférence de presse au siège de l'ambassade de Cuba, le ministre cubain du Commerce et de l'Investissement extérieurs, coprésident de la Commission mixte de coopération algéro-cubaine, M. Rodrigo Malmierca Diaz, a indiqué que son pays souhaite enrichir la coopération avec l'Algérie, notamment en investissant dans des secteurs tels que les ressources hydriques et la santé.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La présence du ministre cubain à Alger s'inscrit dans le cadre de la participation de son pays à la 16^e session de la Commission mixte intergouvernementale algéro-cubaine de coopération. Il préside également une délégation de chefs d'entreprises qui participent à la 42^e édition de la Foire internationale d'Alger. Lors de la conférence de presse, le ministre cubain dira que Cuba souhaite la matérialisation d'ac-

cords, notamment dans le domaine de la santé. Le partenariat entre l'Algérie et Cuba se concrétise aussi par le transfert de technologie et la production notamment du vaccin contre l'hépatite B, des dérivés du sang, d'animaux de laboratoire avec la mise en place d'animalerie, et la production biologique.

La coopération entre les deux pays concerne, en outre, selon le ministre cubain, le domaine sportif et l'encadrement sportif scolaire. Il citera aussi des projets concrets dans le secteur de l'hydraulique et de l'assainissement et d'autres dans les domaines de la culture et de l'éducation.

Confirmant la reprise des hôpitaux cubains créés en Algérie, le ministre rappellera, à cet effet, que la prise en charge de la santé en Algérie est assurée par l'Etat. Il expliquera, par ailleurs, que son pays compte faire bénéficier l'Algérie de son expérience dans la gestion hospitalière. En plus de l'hôpital d'ophtalmologie cubain de Djelfa, trois autres sont actuelle-

ment en réalisation. A ce jour, selon le ministre cubain, 60 000 patients ont été pris en charge et 2 000 à 3 000 opérations ont été réalisées.

Concernant les relations avec les Etats-Unis d'Amérique, M. Rodrigo Malmierca Diaz expliquera qu'il préfère parler de blocus plutôt que d'embargo imposé par les Américains sur Cuba. Il a ainsi souligné que les pertes causées par ce même blocus imposé il y a de cela une cinquantaine d'années s'élèvent à 91 milliards de dollars.

Pour le ministre, l'embargo n'a pas changé en dépit des décisions prises depuis l'investiture de Barack Obama du fait que ce dernier a pris des mesures qui se réduisent à permettre aux citoyens américano-cubains à se rendre à Cuba.

«Ces dispositions existaient auparavant, elles avaient seulement été réduites lors de l'Administration Bush. Ce qui nous ramène au point de départ», a indiqué le ministre cubain.

F.-Z. B.

DES ARTISTES PERÇOIVENT ENFIN LEURS DROITS VOISINS Une première !

L'ONDA a organisé, hier, une cérémonie de remise des droits voisins des artistes interprètes et producteurs pour la période allant de 2003 à 2006. Après de longues années d'attente, 609 bénéficiaires ont, enfin, perçu leurs rémunérations. Une première qui a satisfait les artistes présents, à l'image de l'acteur Larbi Zekal, Bahdja Rahal, interprète du patrimoine andalous, l'interprète de la chanson chaâbi kaby-le l'Hasnaoui Amechtouh ainsi que la nièce de la diva Fadila Dziria qui a perçu les droits voisins de sa tante, plusieurs décennies après sa mort.

«C'est un rêve qui vient de se concrétiser», dira le chanteur chaâbi, Chaou Abdelkader.

Rym Nasri